

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/Q1/JPN/1**

23 septembre 1996

(96-3758)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

### Réponses du JAPON<sup>1</sup> aux questions posées par l'Australie<sup>2</sup>

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 septembre 1996.

#### Question 1

Où dans la législation notifiée trouve-t-on des indications concernant la détermination de l'existence d'un dommage, comme il est prévu à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes?

#### Réponse

La législation ne contient pas d'indications en ce sens mais nous déterminerons l'existence d'un dommage sur la base de tous les facteurs prévus à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

#### Question 2

Le paragraphe 1 de l'article 5 du Règlement (page 39) prévoit la fixation d'un quantum global différent lorsque cela est "particulièrement nécessaire aux fins de soutenir l'économie nationale". Cette disposition ne serait-elle appliquée que pour fixer un contingent plus important? Dans le cas contraire, doit-elle être interprétée au sens de la deuxième phrase de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes?

#### Réponse

Au cas où cela serait "particulièrement nécessaire aux fins de soutenir l'économie nationale", le niveau des contingents d'importation pourrait être fixé au-dessous de la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives. Nous interprétons le membre de phrase "la fixation d'un quantum global différent ne soit particulièrement nécessaire aux fins de soutenir l'économie nationale", qui figure à l'article 5.1 du Règlement, comme ayant la même signification

---

<sup>1</sup>G/SG/N/1/JPN/2 + Corr. 1.

<sup>2</sup>G/SG/W/97.

que les mots "un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave", qui figurent à l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

### **Question 3**

**Le paragraphe 4 de l'article 5 du Règlement (page 39) ne prévoit pas qu'il sera dûment tenu compte de facteurs spéciaux affectant le commerce du produit. Des ajustements seraient-ils opérés le cas échéant?**

#### **Réponse**

Les autorités compétentes tiendront dûment compte de facteurs spéciaux, conformément au paragraphe 2) a) de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.

### **Question 4**

**Le paragraphe 5 de l'article 5 du Règlement (page 39) ne prévoit pas que le contingent sera réparti équitablement entre tous les fournisseurs du produit considéré. En particulier, mis à part le ou les pays qui ont une part disproportionnée dans l'accroissement des importations, les autres Membres fournisseurs seraient-ils traités d'une manière correspondant à leur part au cours de la période choisie? Dans le paragraphe en question, il est dit que le Ministre du commerce international et de l'industrie pourra procéder à cette répartition lorsqu'"il a de bonnes raisons de le faire". Qu'est-ce qui constituerait une "bonne raison"?**

#### **Réponse**

Les autres Membres fournisseurs seront traités d'une manière correspondant à leur part au cours de la période choisie. Nous interprétons le membre de phrase "il a de bonnes raisons de le faire", qui figure au paragraphe 5 de l'article 5 du Règlement, comme ayant le même sens que le membre de phrase "les raisons pour lesquelles il est dérogé aux dispositions de l'alinéa a) sont valables", qui figure au paragraphe 2) b) de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.

### **Question 5**

**L'article 9 1) de la Loi relative au tarif douanier (page 69) semble permettre l'imposition de droits de douane additionnels sur les importations effectuées dans le cadre d'un contingent, tarifaire ou non. Si tel est le cas, dans quelles circonstances ces droits seraient-ils imposés compte tenu du fait que les mesures ne doivent être appliquées que pour autant qu'il est nécessaire afin de réparer un dommage grave?**

#### **Réponse**

A notre sens, une augmentation des importations effectuées dans le cadre d'un contingent, tarifaire ou non, n'est pas une "augmentation des importations d'un produit suite à une évolution imprévue de la situation", au sens du paragraphe 1 de l'article 9 de la Loi relative au tarif douanier. En conséquence, aucun droit de douane additionnel ne sera imposé dans le cadre d'un contingent, tarifaire ou non.